Numéro 85
Mercredi
13 février 1980
Prix : 1 F

12, cité Malesherbes
Paris 9e
878.40.73

RIPOSTE

Le quotidien de poche du parti socialiste

Directeur
Georges Fillioud

Pétrole : les cours mondiaux dépendent de la Cour • Barre : plus dure sera la chute • Justice : l'affaire Sonacotra doit être exemplaire • Sucre : les betteraviers enlèvent le morceau • Ingérence : marine française contre Lybie • Parcours fédéral dans le Gers • Désespoir : histoire d'un immigré portugais • Ententes : Juvisy dénonce • Sondages : tout doit être dit

Les sanctions contre Sakharov ont été prises pendant que Marchais était à Moscou

Ainsi qu'il lui est déjà arrivé de le faire, comme il lui est déjà arrivé de le raconter, Georges Marchais aurait pu faire ou faire faire ses valises pour rentrer précipitamment à Paris le 8 janvier.

C'était ce mardi là, le jour de la sainte Peggy. C'est le jour aussi où Léonid Brejnev a signé le décret retirant à Andréi Sakharov tous ses titres et toutes ses décorations. On vient seulement de connaître en France cette date, mais elle est officielle puisqu'elle figure au journal officiel du Soviet Supreme d'U.r.s.s.

Or, le 8 janvier, le secrétaire général du Parti communiste français était à Moscou depuis la veille, lundi, et il y est resté jusqu'au surlendemain, jeudi 10. Maintenant que l'on sait avec certitude que cette mesure contre l'académicien contestataire a bel et bien été prise pendant le séjour de Georges Marchais en Union soviétique, le bruit dont avait fait état, un peu plus tard, Jean Poperen, ressemble de plus en plus à la vérité. Selon ce bruit, Marchais aurait été averti des sanctions prises contre Sakharov et «tout ce qu'il aurait pû obtenir c'est que l'opération ne serait effectuée qu'après son départ».

Cette révélation avait provoquée à l'époque, une sainte ou feinte colère à la Marchais contre Poperen aussitôt expédié dans le placard aux barbouzes et aux paltoquets.

Les dates étant ce qu'elles sont, et non pas ce que le chef du P.c.f aurait souhaité qu'elles fussent, force est bien de tirer de l'évidence les conclusions :
— ou bien les dirigeants soviétiques n'ont pas prévenu leur camarade de France... et ce n'est pas très aimable pour lui,
— ou bien ils l'ont prévenu, et comme l'avait remarqué Lionel Jospin, cette deuxième hypothèse - celle de Poperen - semblait plutôt moins désagréable pour Georges Marchais. A vrai dire, aujourd'hui elle l'est tout autant que l'autre.

En effet, étant établi que le décret a été signé pendant qu'il était là-bas, elle démontre que le secrétaire général du P.c.f a jugé urgent d'attendre pour s'indigner... d'être rentré à Paris... sans se précipiter.

Georges Fillioud

épinglé

«Madame Thatcher est une fille mal baisée, vous n'avez qu'à regarder sa tête»...

Jean Baptiste Doumeng, P.d.g. d'Interagra et militant communiste, hier à «Parlons clair».

Lybie
Sables mouvants

Il n'y a toujours aucune preuve d'une intervention lybienne directe dans les événements de Gafsa.

Ce qu'on appris par contre, c'est que le sud-tunisien était depuis longtemps acquis aux thèses pan-arabes et au modèle de démocratie que le colonel Khadafi a exposé dans son «Livre vert».

On a appris aussi que le gouvernement tunisien, autrefois ouvert, se durcissait de plus en plus au détriment de la démocratie, et que la crainte des secousses de l'après-bourguibisme l'avait incité à masser ses troupes le long de la frontière lybienne.

Et qu'enfin, il existait peut-être des raisons internes qui pourraient à elles seules expliquer les événements de Gafsa, même si on est en droit de supposer qu'ils ne pouvaient déplaire à Tripoli.

(suite en page 4)

Guerre des sondages

Que les bouches s'ouvrent

Que faut-il penser des propos du directeur général de l'I.f.o.p : «certains sondages sont truqués en raison de la non-indépendance de l'organisme qui le réalise»... «si j'étais à la S.o.f.r.e.s et qu'Hersant me demandait quelque chose, est-ce que je pourrais dire non ?»

Lors de cette conférence à l'Institut d'Etudes Contemporaines, Jean Marc Lech a été particulièrement disert. Il a dit bien d'autres choses ; ainsi ce propos étonnant, relevé par *Le Monde* : «n'importe qui peut aujourd'hui trafiquer des résultats de sondage, il suffit d'être sûr de la discrétion de son personnel».

Par ailleurs, quelles sont «ces officines» auxquelles il a fait allusion ? Ce jour-là Lech en a dit trop ou pas assez. Ces accusations sont extrêmement graves ; en toute hypothèse, elles portent atteinte à la crédibilité des sondages.

Mais ni la S.o.f.r.e.s nomément visée, ni Louis Harris, ni Public S.a, qui publient ou effectuent beaucoup de sondages politiques, n'ont encore donné leurs points de vue. Certains responsables de ces instituts nous avaient habitués à des réactions plus rapides et plus vives - jusqu'au niveau de la direction de journaux - lorsque par exemple, des journalistes croyaient pouvoir déceler des «contradictions» entre deux ou trois sondages à propos de l'avenir des deux leaders du P.s.

Indignation à la carte

Aujourd'hui, l'affaire est sans commune mesure et, à part quelques associations professionnelles, c'est le silence. Il faut sortir de cette situation d'indignation et de «rigueur scientifique» à la carte. Que n'aurait-on pas entendu si un homme politique avait tenu de semblables propos ? Mais on touche à travers ce sujet, à la sphère du pouvoir, et il est d'autre part difficile d'échapper aux pesanteurs des rapports marchands.

Parmi les critiques formulées à l'encontre des sondages, je n'ai jamais évoqué l'hypothèse de truquages. Cela étant, comment ne pas être frappé par les contradictions entre plusieurs sondages ? Ainsi,

(Suite page 2)

POSITION

Pétrole et atlantisme

par Gisèle Charzat (*)

A l'interrogation sur le pétrole est désormais associée une hantise de guerre pour la majorité des Français. Cette nouvelle grand-peur de «l'occident» constitue le moyen privilégié de la normalisation politique et idéologique des Etats européens et particulièrement de la France au sein de l'alliance atlantique.

Pour le président Carter, l'objectif s'avère clairement défini : à la faveur des événements d'Iran, puis de l'intervention soviétique en Afghanistan, il s'agit de consolider l'impérialisme américain.

Les avertissements se font brutaux : gare aux Russes s'ils s'approchent des mers chaudes et du fameux détroit d'Ormuz.

Giscard d'Estaing en revanche, lors du premier sommet franco-allemand, se pose en champion de la détente dans le Tiers-monde. La déclaration franco-allemande ne souligne-t-elle pas la «nécessité d'éviter que la confrontation Est-Ouest ne s'étende au Tiers-monde» ? Suaves paroles, alors que depuis des mois le Président de la République met régulièrement en évidence - jusqu'à créer une hostilité savamment passionnée à l'encontre des pays de l'O.p.e.p - le poids financier de l'approvisionnement pétrolier de la France.

Les compagnies mènent le jeu

Un bref examen de la politique pétrolière giscardienne lève toute ambiguité sur la diplomatie française actuelle. Au plus fort de la crise pétrolière, le gouvernement démantèle son monopole pétrolier et s'aligne sur la pratique des compagnies multinationales.

En France, le pétrole est considéré depuis 1928 comme un monopole d'Etat. Ce dernier est délégué à des opérateurs publics ou privés du secteur pétrolier qui obtiennent par définition autoritaire, des



Photo Brucelle - Sygma

parts de marchés ou quotas. Une série de décrets du 27 décembre 1979 vient de mettre fin au système des quotas, remplacé désormais par des autorisations d'approvisionnement non-quantifiées. Les grandes compagnies pétrolières sont devenues désormais maîtresses du jeu et ne garantissent plus l'approvisionnement en brut de la France.

Pourtant, malgré leurs déclarations menaçantes, les compagnies pétrolières sont présentées aujourd'hui comme le principal recours de la politique énergétique.

Trois conséquences en résultent :

— 1. D'abord, puisqu'elles assurent la sécurité des approvisionnements en pétrole à l'extérieur, ceux-ci doivent se diversifier au maximum. Particulièrement dans des pays non-membres de l'O.p.e.p. Grâce aux profits fabuleux tirés des dernières hausses des prix du pétrole, elles recherchent de nouvelles sources plus sûres. L'Afrique, le continent Sud-américain deviennent de nouveaux pôles d'accumulation.

«L'accès au pétrole est beaucoup plus sûr quand on le produit soi-même que quand on l'achète» a déclaré M. Chalandon, P.d.g du groupe Elf-Aquitaine. Rien que pour l'année 1979, Elf-Aquitaine a réalisé une trentaine de découvertes et son domaine minier s'est accru de 90.000 kilomètres carrés...

— 2. Outre le pétrole, les compagnies pétrolières font main-basse en France sur le charbon et l'uranium. De plus en plus, le charbon importé se négocie sous le contrôle des opérateurs pétroliers. De sorte que la politique d'importation charbonnière conduite par les pouvoirs publics se trouve aujourd'hui menacée par l'Etat lui-même. Il est vrai que le bas prix de la thermie-charbon importé par la France - le plus bas du monde à l'heure actuelle -porte ombrage aux compagnies pétrolières multinationales...

— 3. Enfin, le refus de prendre en considération les aspirations d'indépendance et de non-alignement des pays du Tiers-monde.

La manière forte

Les pays producteurs souhaitent des accords d'Etat à Etat pour mettre fin à la tutelle des compagnies pétrolières. La réponse du Président de la République est à cet égard celle de la manière forte.

Alors que la marge de manœuvre des pays de l'O.p.e.p en politique intérieure et internationale tend à se réduire, la France choisit son moment pour privatiser sa politique pétrolière et s'aligner sur Washington. Avec le nouvel Etat iranien, à la demande du président Carter, Paris a refusé toute négociation sérieuse.

Avec l'Arabie saoudite, toujours contrainte d'accroître sa production pétrolière, Paris a bien mal démenti sa nouvelle intervention militaire.

(*) Membre du Parlement européen.

Guerre des sondages

(suite de la première page)

entre ceux de la S.o.f.r.e.s, de l'I.f.o.p et de Public S.a à propose de la future présidentielle, notamment lorsque ce dernier institut publia à plusieurs reprises durant l'automne et au début de l'hiver des scores de 50-50 entre Michel Rocard et Giscard d'Estaing ! Qui dit vrai ? Difficile de répondre.

Mais que ceux qui sont ou ont été derrière les ordinateurs ou qui connaissent des «secrets de corporation» disent vraiment les choses. Pour paraphraser le Maurice Thorez des années 30 : «pas de mannequins dans les instituts de sondage ! Que les bouches s'ouvrent». Le statut des sondeurs dans la société française aurait tout à y gagner.

Sans parler de truquages délibérés, c'est-à-dire par exemple la sélection de fiches de réponses de l'échantillon ou de «redressement» de certains chiffres, on peut évoquer la manipulation de l'opinion.

Ici les possibilités sont quasi infinies, à toutes les phases du processus de production des sondages. De la proposition de contrat à un journal à la reprise des chiffres et des commentaires par l'ensemble des médias en passant par la rédaction du questionnaire, le moment où s'effectuait le sondage, le moment de sa publication, la publication ou non de l'intégralité du questionnaire, l'absence d'indices détaillés, le commentaire du journal, etc...

La manipulation peut résider dans la formulation des questions ou dans l'absence de certaines questions. A cet égard le sondage Louis Harris sur le Parti socialiste - publié dans l'*Express* en septembre 1979, pourrait constituer un anti-modèle pour étudiants en Sciences politiques ! Elle peut résider aussi dans l'absence totale de sondage sur un certain nombre de thèmes délicats pour le pouvoir. Ainsi, on n'a pas vu fleurir beaucoup de sondages lors de l'affaire Boulin ou lors de l'affaire des diamants...

En outre les commentaires ne sont pas toujours à la hauteur de la richesse de l'information ou des qualités de certains sondages. Très souvent, ces commentaires pêchent par omission, sélectivité ou approximation, compte tenu des marges d'erreur. Ainsi par exemple, la semaine dernière, un éditorialiste de radio et un journaliste d'un quotidien, qui disposaient manifestement de plus d'informations que celles données par le support qui publiait le sondage (*Le Figaro*), parlaient de la baisse de François Mitterrand chez les communistes et de sa progression dans l'électorat de droite, ce qui exact, mais omettaient de parler de sa progression chez les électeurs socialistes !

Sur ce registre, on pourrait citer de multiples autres exemples dont celui d'un autre éditorialiste qui évoquant la chute de la cote duP.c (-9), soulignait curieusement que le P.s (+2) n'en profitait pas totalement, alors qu'il ne s'agissait pas, en l'occurence d'un jeu à somme nulle (*) puisque chaque interwievé répond sur chaque parti à la question «avez-vous une bonne ou mauvaise opinion de tel ou tel parti ?» etc...

Le Parti socialiste a déjà organisé le 7 mars 1978, un large débat sur les sondages. Il conviendrait de le poursuivre, sans *a priori* nihiliste ou approbatif, mais avec une attitude critique - au bon sens du terme.

(*) *Ce que l'un perd, l'autre le gagne.*

Gérard Le Gall

Délégué Général aux Etudes Politiques

Parcours fédéral

LE GERS

Avec ses 4.500 chômeurs, le Gers est en passe de devenir un département sinistré. La fermeture voici deux semaines de l'usine Grundig installée à Fleurance en est un signe supplémentaire. Cent quatre vingt personnes ont été mises à pied. Il y a seulement un an, Grundig employait encore 500 personnes. Et les bénéfices étaient importants.

N'avait-on d'ailleurs, pas fait toutes les facilités à la multinationale pour qu'elle s'implante dans la ville du célèbre guérisseur Mességué, candidat R.p.r aux élections législatives de 1978 ? Six millions de primes d'installation et pas de taxe pendant cinq ans. Ce temps écoulé, l'usine s'est envolée.

Il y a deux ans l'entreprise Castel et Fromaget (chapentes métalliques), bénéficiaire elle aussi, a mis la clef sous la porte. Auch (25.000 habitants) n'a plus d'industries. La seule entreprise importante, Lartigue-Dumas, une tuilerie-briqueterie est fermée depuis deux ans.

Alors que reste-t-il aux gascons ? Leurs coopératives et leurs caves viticoles, à Nogaro, à Eauze, dans la Ténarèze. Elles distillent l'Armagnac et exportent le vin blanc. Ce n'est pas suffisant, pour maintenir la population au pays ; après la Martinique, le Gers est le département qui fournit le plus d'employés aux P. et T. Un exode qui ne date pas d'aujourd'hui mais qui atteint maintenant la cote d'alerte. Pour la prochaine année scolaire, 28 classes primaires seront fermées et 18 postes d'instituteurs supprimés.

Les agriculteurs qui pratiquent, en général, une polyculture riche sont dangereusement endettés au Crédit Agricole. Au point que leurs exploitations ne leur appartiennent plus que de droit. Les plus petits vendent et la terre change de mains, pas au profit des Gascons, dit-on.

Le plan du grand sud-Ouest et ses mirages n'apporteront rien au Gers : les gascons sentent qu'on les pousse volontairement dans le désert du sous-développement. On cite l'exemple de l'hôpital de Nogaro (prix de journée : 50 f) qui s'autofinance et pourrait payer les douze employés supplémentaires qui lui font défaut. Mais l'administration les lui refuse.

Des raisons qui peuvent expliquer (avec la tradition laïque et radicale) l'extraordinaire implantation du Parti socialiste dans le département : un peu plus de 1.500 militants (dont 12 % de femmes, chiffre important pour un département rural) regroupés en 45 sections. Les militants sont des agriculteurs et aussi des fonctionnaires, particulièrement des enseignants.

La majorité des maires des 450 communes sont de gauche (le Parti communiste est peu implanté et les relations sont bonnes avec le P.s) ; dix neuf conseillers généraux sur trente et un sont socialistes, ainsi que les deux députés du département et un sénateur. Aux dernières élections européennes, le Parti socialiste a obtenu plus de 50 % des suffrages. Les militants, très actifs, se battent tous azimuts pour tenter de sauver leur pays du sinistre.

Immigré, condamné, refoulé

Suicidé

Un jeune homme de 20 ans a tenté de se suicider en se tirant un coup de fusil dans la poitrine, parce qu'il avait été refoulé à la frontière française, après des vacances dans son pays natal : le Portugal.

Arrivé très jeune en France, avec sa famille, il ne parlait pas le portugais. Il habitait et travaillait à Villeneuve-d'Ascq (Nord) où vivent sa famille et sa fiancée. En avril 1979, il avait reçu notification que son permis de séjour ne serait pas renouvelé : on lui avait infligé, deux ans auparavant, un mois de prison avec sursis pour une bagarre dans un bal.

Le comité anti-raciste de Villeneuve-d'Ascq, avec à sa tête le maire, Gérard Caudron (P.s), avait multiplié les démarches pour faire rapporter cette décision.

Lorsque la semaine dernière, le comité anti-raciste a appris la tentative de suicide, il a renouvelé ses démarches et a rendu publique l'information. Pour le moment on attend. Et d'abord, des nouvelles du blessé, qui est dans un état grave : « C'est un brave gosse qui tombe dans une réglementation faite pour de grands criminels», remarque Gérard Caudron.

PRODUITS PETROLIERS
Pierre Noé dénonce les ententes entre distributeurs

La municipalité de Juvisy (Essonne) n'a toujours enregistré aucune proposition après le lancement d'une adjudication en juillet 1979 pour l'achat de fuel. Le maire ayant tenté à plusieurs reprises d'alerter les pouvoirs publics, n'a pas, non plus, reçu la moindre réponse de ce côté. Pourquoi ?

Pierre Noé vient de déposer au Sénat une question écrite au ministre de l'Economie sur les ententes illicites pratiquées par les distributeurs de produits pétroliers.

L'exemple de Juvisy a été choisi parmi beaucoup d'autres : il ressort en effet des informations recueillies auprès des municipalités que la procédure d'entente est également appliquée aux essences et lubrifiants dans de nombreuses communes, bien que ces produits ne fassent l'objet d'aucune mesure d'encadrement. Ainsi le gouvernement tend-il implicitement à approuver ces ententes tout en prônant ouvertement une politique de liberté des prix par le jeu de la concurrence.

Pierre Noé exige l'ouverture immédiate d'une enquête et une application stricte de la loi pour faire échec à ces pratiques scandaleuses qui pénalisent les communes.

Vendredi 15 février - 8 h 40
«Expliquez-vous sur Europe 1» :
François Mitterrand

QUESTIONS ECRITES

de Michel ROCARD

qui demande à la suite de la décision du Conseil constitutionnel rappelant que «nul ne peut être arrêté et détenu que dans les formes prescrites par la loi», dans quels délais sera procédé à la fermeture du Centre d'Arenc, à Marseille.

de Jean Yves LE DRIAN

qui considère que les services de police prennent des décisions arbitraires dans le domaine de la protection des personnes menacées de mort, refusant celle-ci à J.P. Vigier et l'accordant d'autre part à Jacques Médecin, maire de Nice.

Soutien aux clandestins

Hier soir, la section du P.s du 18e arrondissement (Grandes Carrières) a rendu une visite de soutien à la Maison Verte, 127 rue Cardinet où certains travailleurs «clandestins» de la confection font une grève de la faim (cf. *Riposte* n° 81). Les militants ont ainsi concrétisé l'intérêt que le P.s. prenait à leur cause. Ils leur ont annoncé d'autre part que Bernard Derosier venait de poser une question écrite à leur sujet au ministre de l'Intérieur.

Créteil vert

Laurent Cathala, maire de Créteil (94) a présenté à la presse le projet d'aménagement d'un terrain de sept hectares situé au coeur de la ville nouvelle.

Ce projet comprend un parc urbain de quatre hectares destiné à rompre la densité du bâti actuel du nouveau Créteil ; un certain nombre d'équipements indispensables : marché couvert, salle polyvalente, Bourse du Travail, conservatoire de musique, centre aéré et socio-hôtel ; enfin un centre d'activités destiné à créer un pôle d'animation et un meilleur équilibre entre l'habitat et l'emploi.

RIPOSTE

12 cité Malesherbes, 75009 Paris Tél. : 878.40.73
Télex : 660.582 F
Directeur : Georges Fillioud
Rédaction - Edition ;
Gérard Descotils
Administration : Nicole Covillers
Délégué à la Publication : Henri Pradeaux
Numéro de Commission Paritaire : 601.22
Abonnement : 250 F par an
Composition : OFRES **Imprimerie** B.P. - Paris

Télé-P.S.

LA POLITIQUE BARRE EST LA SEULE POSSIBLE

POUR LA GRANDE BOURGEOISIE MONOPOLISTE

ELLE N'EST PAS LA SEULE POSSIBLE POUR LES FRANCAIS.

Pétrole : tout se joue à Ryad

Désormais ce ne sont plus les prix officiels du pétrole qui comptent mais les quantités produites.

Tout se déroule en effet jusqu'ici selon le scénario prévu, au mieux des intérêts des grandes compagnies pétrolières. Les prix «spot», ceux pratiqués à Rotterdam, sont revenus en dessous des prix affichés par les producteurs. Et les cuves étant pleines chez les pays consommateurs, le contexte se prête désormais à des «baisses sauvages». On trouve ainsi des cargaisons de bruts libyen ou koweitien «soldées» en-dessous des prix officiellement fixés par ces pays.

L'incertitude porte donc sur les quantités offertes par l'ensemble des producteurs et surtout sur le comportement des saoudiens. Des bruits contradictoires proviennent de Ryad : ouverture du robinet pour accentuer la détente sur les prix ou à l'inverse, réduction de moitié du débit actuel (9,5 millions de barils par jour). L'évolution du marché pétrolier se joue dans les intrigues de la Cour du roi d'Arabie.

Barre : espoirs et chute

Raymond Barre n'a peut-être pas tort d'imaginer que la France échappera à une brutale récession en 1980. Malgré l'inflexion constatée dans les opinions des industriels, selon les enquêtes effectuées par l'I.n.s.e.e en janvier - le moral est moins bon -, l'activité industrielle paraît continuer de «boomer». Mais cette croissance, bien qu'alimentée pour partie par des commandes de biens d'équipement, est malsaine.

Les comportements de précaution, face à une situation internationale incertaine et à une inflation qui va bon train, se traduisent par un gonflement des stocks. Chez les producteurs comme chez les commerçants. Un point de retournement sera nécessairement atteint. Et plus dure sera la chute car, à ce moment, le déstockage jouera en sens inverse et accentuera la baisse de la production.

Sur le front des prix, Raymond Barre est en retrait sur ses déclarations antérieures. Il n'affirme plus péremptoirement que la hausse des prix reviendra en dessous de 10 % en 1980. Il se contente de l'espérer.

Sel du Rhin

Aujourd'hui se tient à la mairie de Wittenheim (Haut Rhin) une réunion de travail pour la défense du Bassin potassique d'Alsace. Après avoir visité un puits les délégués français, allemands et hollandais se réunissent pour faire le point de la situation et rencontreront les syndicats. La délégation du P.s est composée de Jean Oehler et Marie Claude Vayssade, députés européens ; Yves Tondon, député et les premiers secrétaires du Haut et du Bas Rhin.

Sables mouvants de Lybie *(suite de la première page)*

L'affaire de Gafsa réduite par les troupes tunisiennes, ce sont les navires français dans le golfe de Gabès qui deviennent préoccupants. Ces «manœuvres» qui ressemblent fort à une réplique de dissuasion ont été sêchement accueillies dans le monde arabe.

L'Algérie manifeste une certaine prudence dans ses réactions. Mais une prudence attentive. Quant aux Emirats du Golfe, ils évoqueront probablement le sujet sans aménité, lors du prochain voyage de Giscard, au début du mois prochain.

Réplique qui semble disproportionnée donc, si on s'en réfère aux 24 heures «d'insurrections» de Gafsa.

Mais premier élément peut-être d'une opération de plus large envergure, si on admet qu'il ne s'agit pas d'une gaffe due à la hâte, mais d'un dessein encore latent d'un rôle dominateur de la France dans le bassin méditerranéen, provisoirement délaissé par les Etats-Unis.

Une telle politique ne peut que susciter l'irritation et la détermination de Khadafi.

L'année dernière se tenait à Kar-Yunis un colloque international qui avait pour but «de s'inscrire en faux contre les stérotypes de la Lybie, foyer de subversion international, principal danger pour l'Occident après Cuba».

Le colonel Khadafi est probablement sincère lorsqu'il tente d'expliquer sa conception du pouvoir par des raisons internes. Mais l'impact libertaire de son message, sa conviction, son comportement personnel ascétique, ont, dans le Maghreb, une résonnance profonde, en regard de laquelle toute intervention française apparait comme une reliquat d'un colonialisme vilipendé.

Toute ingérence étrangère est à proscrire et cela vaut aussi pour les lybiens en Tunisie et ailleurs. Mais s'il est une opposition tunisienne forte et majoritaire qui veut modifier les idéaux politiques de Bourguiba et adopter une ligne «khadafienne», au nom de quels intérêts la France s'y opposerait ?

ABONNEZ-VOUS A «RIPOSTE»

Nom et Prénom .....

Adresse .....

.....

☐ Abonnement à 1 an : 250 F.

☐ Abonnement à 6 mois : 140 F.

Date et signature :

Réglement par chèque bancaire ou postal à adresser à :
Riposte - 12, Cité Malesherbes - 75009 Paris.

Hayanges : exemplaire

Après Charrette, Ceccaldi, Llorca et quelques autres, le nom de Jacques Bidalou vient s'ajouter à la liste des «petits juges» mutés, démis, recusés ou dessaisis pour s'être, au nom de la loi, dressés contre l'ordre patronnal.

Dessaisi une première fois (en novembre 1979) du dossier après avoir ordonné la réintégration des travailleurs immigrés du foyer Sonacotra d'Hayanges, Jacques Bidalou s'est vu recuser le 5 février par la Cour d'Appel de Metz. Refusant de s'incliner, il devait procéder mardi après-midi à une nouvelle audition, à laquelle il avait convoqué plusieurs personnalités : d'une part le préfet de région et le procureur de la République ; d'autre part, les trois élus locaux désignés par lui au titre de «constatant», Yves Jambelle (Conseiller général, maire d'Hayanges), au titre de mandataires de justice Victor Madeleine (Conseiller général, maire de Nilvange) et Jean Frentzel (Conseiller général, maire d'Uckange).

Au-delà du combat de Jacques Bidalou pour faire appliquer ses décisions et pour faire respecter l'indépendance de la magistrature, l'enjeu politique apparaît clairement : les cinquante neuf Algériens (pour la plupart très anciens dans la région) expulsés du foyer Sonacotra d'Hayanges l'ont été parce que, là comme ailleurs, ils s'étaient révoltés contre leurs conditions d'hébergement (insalubrité, loyers trop élevés). Là comme ailleurs, le pouvoir a pris le parti de la Sonacotra et a fait donner son arsenal juridique, policier, administratif pour tenter d'étouffer le conflit.

La Sonacotra, dans ses dernières propositions, a purement et simplement anticipé sur le projet de loi d'Ornano sur le logement des travailleurs immigrés. Mais la discussion du dit-projet, devant l'indignation que soulevait son contenu au sein de la population immigrée et de l'ensemble des organisations démocratiques, a été repoussée à la prochaine session parlementaire...

François Mitterrand, mardi dernier, a réaffirmé le soutien du Parti socialiste à la lutte des travailleurs immigrés des foyers Sonacotra. A travers le conflit d'Hayanges, dont l'audience de mardi n'est qu'un épisode, se joue l'avenir de la politique française d'immigration.

Sucre : flambée des cours

Envolés lyriques des cours du sucre. Des facteurs objectifs - mauvaises récoltes en Amérique centrale et en Amérique du sud, importants achats de l'U.r.s.s et de la Chine - se mêlent à des compotements spéculatifs pour l'expliquer. Coca-Cola, un des grands consommateurs, avait cru pouvoir casser les cours en annonçant qu'il allait recourir à des succédanés issus du maïs. Son offensive a fait long feu. La hausse appelle la hausse dans un climat où toutes les rumeurs sont permises.

Bonne affaire pour les commissionnaires et surtout pour les betteraviers français qui ont fait de bonnes récoltes. Ceux-là même qui criaient famine à pleines pages de journaux voici quelques semaines.